

DÉPARTEMENT DU GARD

A.R.S. Occitanie – Délégation Départementale du Gard

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU GARD RHODANIEN

COMMUNE DE SAINT JULIEN DE PEYROLAS

ENQUÊTES PUBLIQUES

du 17 août 2020 au 16 septembre 2020 inclus.

- Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du champ captant d'eau destinée à la consommation humaine dit « des Baumasses » (« Puits des Baumasses 1 » et « Forage des Baumasses 2 »).
- Enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection immédiate et rapprochée règlementaires et de l'institution des servitudes afférentes à ceux-ci.
- Enquête relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant, ainsi que d'une servitude de passage des canalisations.
- Enquête publique portant sur l'approbation du schéma de distribution d'eau potable.

Titre 1

Rapport du commissaire enquêteur

Jean HODÈS
Commissaire enquêteur

Rapport du commissaire enquêteur

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DU CADRE DE L'ENQUÊTE.	3 à 5
1.1. Objets des enquêtes publiques.	
1.2. Cadre juridique.	
1.3. Historique de la procédure de déclaration d'utilité publique.	
1.4. La commune de Saint Julien de Peyrolas.	
2. ANALYSE DU PROJET.	6 à 11
2.1. Analyse du projet de déclaration publique.	
2.2. Analyse de l'enquête parcellaire.	
2.3. Analyse de l'enquête relative à l'accès et aux servitudes.	
2.4. Analyse de l'enquête portant sur l'approbation du S.D.E.P.	
3. COMPOSITION-EXAMEN DU DOSSIER D'ENQUÊTE	12 à 13
3.1. Pièces administratives.	
3.2. Bordereau des pièces.	
3.3. Notice explicative.	
4. ORGANISATION-DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE	14 à 18
4.1. Prise en compte et préparation des enquêtes publiques.	
4.2. Publicité et modalités de consultation du public.	
4.3. Déroulement et clôture des enquêtes publiques.	
5. ANALYSE DES AVIS ET DES OBSERVATIONS MEMOIRE EN REPONSE.	19 à 22
5.1. Avis des personnes et organismes consultés.	
5.2. Analyse des observations.	
5.3. Procès-verbal de synthèse des observations.	
5.4. Mémoire en réponse du maître d'ouvrage.	

1 PRESENTATION DU CADRE DE L'ENQUÊTE.

1.1. Objets de l'enquête publique :

Comme cela est précisé dans l'article 1^{er} de l'arrêté de Monsieur le Préfet du Gard en date du 16/08/2020 (*Pièce jointe n° 1*), les différents objets de ces enquêtes publiques conjointes sont :

- une enquête en vue de la déclaration d'utilité publique du champ captant d'eau destinée à la consommation humaine dit « des Baumasses (Puits des Baumasses 1 et Forage des Baumasses 2) situé sur la commune de Saint Julien de Peyrolas et de ses périmètres de protection implantés sur le territoire de ladite commune,
- une enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection immédiate et rapprochée réglementaires et de l'institution des servitudes afférentes à ceux-ci,
- une enquête publique relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant ainsi que d'une servitude de passage des canalisations,
- une enquête publique portant sur l'approbation du schéma de distribution d'eau potable.

1.2. Cadre juridique :

1.2.1. Les principaux textes législatifs et réglementaires régissant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire sont :

- Le code de l'environnement :
 - les articles L123-1 à L123-18 et R123-1 à R123-27
 - l'article L215-13
- Le code de la santé publique :
 - les articles L1321-1 à L1321-8
 - l'article R1321 et suivants, dont l'article L1321-2 (principale référence législative)
- Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique :
 - les articles L110-1 et suivants, les articles R111-1 à R112-24 pour la DUP
 - l'article L131-1 et suivants, qui renvoient à la partie réglementaire des articles R131-1 à R131-14 pour la procédure relative à l'enquête parcellaire.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales
 - Article L2224-7-1.
- L'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine (mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du Code de la Santé Publique).
- La circulaire ministérielle du 24 juillet 1990, relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.

1.2.2. Compatibilité avec les documents cadres et les documents d'urbanisme suivants :

- la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000,
- le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux) 2016-2021 du bassin Rhône Méditerranée,

- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant de l'Ardèche (arrêté inter préfectoral du 29/08/2012).
- Dans le cadre de la demande d'autorisation d'un ouvrage de captage pour le prélèvement d'eau et son utilisation pour la consommation humaine, il est nécessaire de préciser qu'un dossier séparé relatif à l'application du code de l'environnement et traitant des conséquences des prélèvements d'eau sur le milieu naturel a été soumis et instruit par la Direction départementale des Territoires et de la Mer, service en charge de la Police de l'Eau.
Un arrêté préfectoral (n°30-2015-12-18-005) du 18 décembre 2015, pris au titre du Code de l'environnement, a fixé les débits maximaux suivants pour le champ captant dit « des Baumasses » :
 - un débit maximal horaire de 107 m³/h
 - un débit de prélèvement maximal journalier de 1 400 m³/j
 - un débit maximal de prélèvement de 205 000 m³/an
- Décret n°59-485 du 27 mars 1959 approuvant les plans des surfaces submersibles de la Vallée de l'Ardèche,
- le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 18/11/2008 – 1^{ère} modification approuvée en décembre 2012. Ce PLU est actuellement en cours de révision.
- Le Schéma Directeur d'Alimentation en eau Potable (SDAEP) de la commune de Saint Julien de Peyrolas, finalisé en 2019.

1.2.3. Pour l'organisation de l'enquête publique elle-même, les textes à prendre en compte sont :

- décret n°2011-2018 du 29/12/2011 portant réforme de l'enquête publique,
- ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 et du décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 du code de l'environnement, relatifs à la mise en œuvre de l'enquête publique dématérialisée.
- lettre circulaire de Monsieur le Préfet du Gard en date du 8 juin 2020 (*Pièce jointe n° 2*), fixant les modalités de reprise des enquêtes publiques suite à une période d'urgence sanitaire.

1.3. Historique de la procédure de déclaration d'utilité publique du champ captant des Baumasses :

- Délibération du conseil municipal de Saint Julien de Peyrolas en date du 18/12/2014 : procédure de déclaration d'utilité publique et de dossier loi sur l'eau d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine (*Pièce jointe n° 3*).
- Délibération du conseil municipal de Saint Julien de Peyrolas en date du 23/09/2015 : approbation des dossiers règlementaires de DUP pour le champ captant des Baumasses destinée à l'alimentation humaine (*Pièce jointe n° 4*).

1.4. Présentation de la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS :

- Situation géographique :
La commune de Saint Julien de Peyrolas est située dans le département du Gard, à 7,5 km au N.O. de Pont Saint Esprit et à 52 km de Nîmes. Elle est limitrophe du département de l'Ardèche. Elle se trouve dans le bassin versant du cours d'eau « L'Ardèche ».
L'accès à la commune est réalisé à partir de la RD 141.

- Situation administrative :
Depuis 2013, la commune de Saint Julien de Peyrolas fait partie de la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien.
- Population :
La population permanente de la commune est de 1428 habitants (estimation INSEE 2017). Cette population augmente sensiblement en période estivale, de l'ordre de 800 habitants.
- Perspectives de développement de la commune :
La commune de Saint Julien de Peyrolas dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) dont la dernière modification a été approuvée en décembre 2012.
Il apparaît cependant, selon le dossier d'enquête, que « les prévisions matérialisées au sein du PLU sont très ambitieuses au regard des capacités financières que la commune peut mobiliser pour le développement de nouvelles infrastructures. Or les infrastructures dont dispose actuellement le village sont déjà utilisées à un niveau proche de la saturation. »
Pour cela la commune n'envisage « qu'une mise en œuvre progressive et maîtrisée de son PLU, quitte à le réviser à la baisse à partir de 2017 ». Ce PLU est actuellement en cours de révision.
Par ailleurs, aucun projet de développement des infrastructures d'accueil touristique n'est actuellement envisagé par la commune.
C'est pourquoi, toujours selon le dossier d'enquête, à l'horizon de 2040 la population permanente desservie par le réseau public d'eau destinée à la consommation humaine devrait être de 1800 habitants et la population saisonnière de 892 habitants. Cette prévision fait donc apparaître une augmentation modérée de la population, entre 2020 et 2040.

2 ANALYSE DU PROJET :

2.1. Analyse du projet de déclaration d'utilité publique:

2.1.1. Etat des lieux de la ressource en eau :

✓ Généralités :

La desserte en eau destinée à la consommation humaine de la commune est organisée autour d'une seule unité de distribution. Actuellement seul le captage dit « Puits des Baumasses 1 » est en service. Le futur forage d'exploitation dit « Forage des Baumasses 2 » sera réalisé à proximité.

L'élaboration du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) communal menée à terme en 2019 et complété par le Schéma de Distribution d'Eau Potable (prévu par l'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) permet de mener à termes les démarches de la collectivité pour assurer une desserte satisfaisante en eau destinée à la consommation humaine.

La commune de Saint Julien de Peyrolas était maître d'ouvrage du captage dit « Puits des Baumasses 1 », des installations de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine jusqu'au 31/12/2019. A dater du 01/01/2020, cette compétence a été transférée à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

✓ Les installations :

Au moment de l'enquête publique, seul le captage dit « Puits des Baumasses 1 » était en service. Le futur forage d'exploitation « Forage des Baumasses 2 » sera réalisé à proximité. Dans l'avenir, les 2 pompes pourront fonctionner simultanément. et une désinfection commune au chlore gazeux pourrait être assurée à partir de l'installation de traitement du captage « Puits des Baumasses 1 ».

✓ Le traitement :

Depuis 2012, la chloration est effectuée dans la canalisation de refoulement de l'eau prélevée dans le puits vers le réservoir du village.

Dans l'avenir, une désinfection commune au chlore gazeux pourrait être assurée à partir de l'installation de traitement du captage « Puits des Baumasses 1 ».

✓ La distribution :

La suppression de l'adduction-distribution entre le captage « Puits des Baumasses 1 » et le réservoir du village (ou du Pied) est prévue. A partir de ce réservoir de tête, l'eau est envoyée par pompage vers les deux réservoirs d'équilibre des Mines et du Périret. La distribution est assurée par ces trois réservoirs.

✓ La quantité d'eau prélevée :

Un arrêté préfectoral (n°30-2015-12-18-005) du 18 décembre 2015 (*Pièce jointe n° 5*), pris au titre du Code de l'environnement, a fixé les débits maximaux suivants pour le champ captant dit « des Baumasses » :

- un débit maximal horaire de 107m³/h
- un débit de prélèvement maximal journalier de 1 400 m³/j
- un débit maximal de prélèvement de 205 000 m³/an

Ces données sont identiques aux débits maximaux sollicités par la Collectivité dans le dossier d'enquête.

En complément, un rendement du réseau de distribution minimal de 70% a été prescrit pour 2015, avec une augmentation de ce rendement jusqu'à 75% au cours des 5 années suivantes.

✓ **Qualité des eaux prélevées, traitées et distribuées :**

Les eaux actuellement distribuées par la commune de Saint Julien de Peyrolas sont des eaux désinfectées provenant du captage « Puits des Baumasses 1 ». les analyses d'eau, examinées et citées dans le dossier, ont pu être influencées par des eaux provenant de captages publics de faibles débits aujourd'hui déconnectés, voire de captages privés.

Les analyses réalisées, après traitement et avant mise en distribution et en distribution, font désormais apparaître une qualité de l'eau satisfaisante.

✓ **Ressource de sécurité :**

Le dossier d'enquête publique fait état des possibilités d'interconnexions avec les collectivités limitrophes. Il s'avère que de telles interconnexions seraient difficilement réalisables, en raison de leur éloignement et de leur dimensionnement limité aux besoins propres des communes concernées.

Le captage dit « des Piboulettes » n'offre pas non plus une possibilité satisfaisante.

✓ **Incidence du prélèvement sur la ressource :**

A noter que le service chargée de la Police de l'Eau, en se fondant sur le débit maximal de prélèvement sollicité par la commune de Saint Julien de Peyrolas, sur le rapport entre ce débit et celui du cours d'eau et sur la sensibilité du milieu naturel, n'a soumis ni à déclaration, ni à autorisation, au titre de cette rubrique du Code de l'environnement, le prélèvement par le champ captant « des Baumasses ».

✓ **Mesure de surveillance particulière et d'alerte :**

Les risques majeurs de pollution du champ captant dit « des Baumasses », nécessitant un Plan d'Alerte et d'Intervention, concernent l'Ardèche qu'il s'agisse de pollutions accidentelles ou de crues de ce cours d'eau. L'élaboration de ce plan reviendra à l'Etablissement Public Territorial du Bassin Versant de l'Ardèche.

L'ensemble du champ captant des Baumasses devra faire l'objet d'une télésurveillance dès la mise en service du « Forage des Baumasses 2 ».

2.1.2. Les caractéristiques du projet:

Monsieur Pierre BERARD, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique par le Ministère de la Santé pour le département du Gard, a délimité des périmètres de protection pour le champ captant dit « des Baumasses » dans un rapport en date du 16/11/2010. Les Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée, ainsi que les servitudes d'accès aux ouvrages seront situés sur la seule commune de Saint Julien de Peyrolas.

- **Le Périmètre de protection immédiat (PPI):**

Ce périmètre sera composé du :

- PPI du captage dit 'Puits des Baumasses 1 » correspondant aux nouvelles parcelles n°1 656, 1 658, 1 660 et 1 662 de la section B – lieu-dit « Le Devois » - d'une superficie de 1 686 m²,

- PPI du captage dit « Forage des Baumasses 2 », correspondant à la partie sud de la parcelle B 254 – également lieu-dit « Le Devois » - superficie 2 727 m²

Ces 2 PPI devront coïncider avec une limite cadastrale et être la propriété de la commune de Saint Julien de Peyrolas.

L'accès à ces périmètres de protection se fera à partir de la voirie départementale, puis à partir d'un chemin communal. L'accès à travers de la parcelle n° B 254 nécessitera que cette parcelle soit acquise par la collectivité.

Prescriptions dans le PPI :

Ces prescriptions concernent l'aménagement des accès, de la clôture, des portails, le débroussaillage extérieur et l'entretien intérieur, la dérivation des eaux superficielles et le drainage des eaux stagnantes. Tous dépôts, installations, activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des deux ouvrages seront interdits.

- **Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) :**

M. Pierre BERARD a défini un Périmètre de Protection Rapprochée d'une superficie de 14,47 ha (avec les PPI).

Ce périmètre comprendra, en totalité ou en partie, les parcelles suivantes de la section B de Saint Julien de Peyrolas :

- N°228, 253, 254 (PPI), 255, 258, 259, 260, 263, 264, 265, 266, 1656 (PPI), 1 657, 1 658 (PPI), 1659, 1660 (PPI), 1 661, 1 662 (PPI), et 1 663,
- un tronçon de chemin non cadastré.

Au moins une nouvelle parcelle sera créée pour tenir compte de la délimitation du PPI « Forage des Baumasses 2 ».

Prescriptions dans le PPR :

Le PPR est presque exclusivement en cultures et en friches, sans habitation ni routes. Les prescriptions concernent donc essentiellement les dispositions à respecter en matière de protection de la ressource.

Ce PPR a notamment pour vocation de permettre une intervention dans un délai suffisant en cas de pollution accidentelle.

Ces prescriptions portent sur la réglementation de toutes les activités ou de tous les faits susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.

- le maintien de la protection de surface,
- l'occupation du sol, eaux résiduaires et inhumations,
- les activités et installations à caractère industriel ou artisanal,
- les activités agricoles.

- **Le Périmètre de Protection Eloignée (PPE) :**

Un Périmètre de Protection Eloignée a été défini. Sa superficie sera de 70,27 ha (sans les PPI et PPR), pour l'essentiel en zone agricole.

Prescriptions dans le PPE :

Dans le secteur de plaine délimité, assez peu habité, il conviendra de veiller à faire respecter strictement les réglementations en vigueur en matière de protection des eaux superficielles et souterraines. Des mesures de prévention des pollutions et de protection efficace seront à prendre concernant les pratiques agricoles, la maintenance et le bon fonctionnement des activités et installations (cave coopérative – usine de colorants FERCO - déchetterie – station d'épuration...).

- **Aménagement des ouvrages du champ captant dit « des Baumasses » :**

- pour le captage dit « Puits des Baumasses 1 » :

Les travaux porteront sur :

- ✓ la dalle en béton de 2,50 m autour du puits,
- ✓ le piézomètre P1 situé à 12m,
- ✓ le passage à une chloration dans la conduite de refoulement,
- ✓ le réaménagement de la grille située au-dessus du puits,
- ✓ la pose d'un robinet pour le prélèvement d'eau brute.

- pour le captage dit « Forage des Baumasses 2 » :

Des prescriptions précises sont données concernant :

- ✓ la partie pleine et haute du tube du futur forage d'exploitation,
- ✓ l'abri au-dessus du forage,
- ✓ la canalisation de refoulement,
- ✓ les câbles électriques de contrôle,
- ✓ le piézomètre P2 situé à 8m,

- Des robinets de prise d'échantillon d'eau brute seront mis en place sur les colonnes d'exhaure de chacun des deux ouvrages du champ captant dit « des Baumasses ».

2.1.3. L'estimation financière du projet:

L'estimation des coûts liés à ce projet ne fait l'objet que d'un tableau succinct en dernière page du dossier de demande de DUP. Cette estimation, incomplète, n'est pas datée. Le dossier mentionne la date de novembre 2016 en page de couverture.

Les lignes renseignées font apparaître les chiffres suivants :

- travaux sur les installations de production et le PPI	190 000 € HT
- sécurisation réseau et amélioration rendement études	70 000 € HT
- sécurisation réseau et amélioration rendement diagnostics	70 000 € HT
- mise aux normes ouvrages - captages privés voisins	10 000 € HT/ouv.
- les travaux nécessaires à la protection des ouvrages	20 000 € HT
télésurveillance et télégestion Coûts intégrés travaux SDAEP	

Bien qu'incomplète et relativement imprécise, cette estimation ne semble pas induire des investissements excessifs par rapport à l'enjeu de santé publique pour la commune de Saint Julien de Peyrolas.

2.2. Analyse de l'enquête parcellaire :

L'enquête parcellaire permet de déterminer les parcelles soumises à l'emprise foncière du projet et d'identifier les propriétaires, les titulaires de droits réels et autres ayants droit de ces parcelles. L'enquête parcellaire porte sur les emprises foncières du PPI et du PPR, situées exclusivement sur la commune de Saint Julien de Peyrolas.

Elle s'adresse à ces propriétaires qui ont été informés de l'ouverture de l'enquête par un courrier (LR – AR) de la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien, en date du 21/07/2020. Deux pièces étaient jointes à ces courriers :

- une copie de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique,
- un questionnaire à retourner complété à Monsieur le maire de Saint Julien de Peyrolas. Ce questionnaire permet aux destinataires « de fournir toutes indications relatives à leur identité, ou à défaut sur l'identité du propriétaire actuel, ainsi que de faire connaître les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage de ceux qui peuvent réclamer des servitudes ».

En application de l'état parcellaire présenté Annexe 4 du dossier d'enquête, cinq courriers ont été adressés aux propriétaires (*•Pièce jointe n°10*) :

- Monsieur Ahmed CHAIAL
- Madame Jacqueline MONTANE
- Monsieur Alain ROCHE
- Monsieur Jean-Paul VENANT
- Monsieur Mathieu VIGNAL

Les intéressés peuvent ainsi prendre connaissance du dossier et faire part de leurs observations (relatives aux limites des périmètres de protection du champ captant et aux terrains à grever de servitudes) auprès du commissaire enquêteur, en les inscrivant sur le registre d'enquête.

Pour la présente enquête parcellaire, compte tenu des parcelles déjà acquises par la commune, aucune expropriation n'est envisagée. Il s'agit de servitudes d'utilité publique venant grever les terrains concernés par les périmètres de protections immédiate et rapprochée.

2.3. Analyse de l'enquête publique relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant ainsi que d'une servitude de passage des canalisations :

Monsieur Pierre BERARD, hydrogéologue agréé en matière d'Hygiène Publique par le Ministère chargé de la Santé pour le département du Gard, a délimité des périmètres de protection pour le champ captant dit « des Baumasses, dans un rapport en date du 16/11/2010. Les Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée et les servitudes d'accès aux ouvrages seront situés sur la seule commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS.

- Les deux PPI :
 - PPI du « Puits des Baumasses 1 » : parcelles B 1656 – 1658 – 1660 – 1662,
 - PPI du « Forage des Baumasses 2 » : partie Sud de la parcelle B 254,devront être propriété de la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS.

L'accès dans ces périmètres de protection se fera à partir de la voie départementale, puis d'un chemin communal. L'accès au PPI du captage « Puits des Baumasses 1 se fera à travers la parcelle n° B 264, qui devra être acquise par la commune ou faire l'objet d'une servitude de passage.

- Le Périmètre de Protection Rapprochée comprendra en totalité ou en partie , les parcelles suivantes (cf annexe 4 du dossier d'enquête) : B 228 – 253 – 254 – 255 – 258 – 259 – 260 – 263 – 264 – 265 – 266 – 1656 – 1657 – 1658 – 1659 – 1660 – 1661 – 1662 et 1663 + un tronçon de chemin non cadastré.

2.4. Analyse de l'enquête publique portant sur l'approbation du schéma de distribution d'eau potable.

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) de la commune de Saint Julien de Peyrolas a été finalisé en 2019. Il devrait permettre d'améliorer les conditions de desserte en eau destinée à la consommation humaine.

Ce SDAEP a été complété par le schéma de distribution d'eau potable, déterminant les zones desservies ou à desservir par le réseau de distribution public (article L 2224-7-1 du Code général des collectivités territoriales).

Dans le dossier d'enquête, l'information du public repose sur la présentation du réseau de distribution :

- dans le dossier de demande de DUP : pages 70 à 76 et 79- 80,
- dans les plans (schémas du réseau AEP et altimétrique en l'état actuel – schémas du réseau AEP et altimétrique en l'état futur – Schémas de principe des différents réservoirs – Schéma altimétrique en l'état futur),
- dans la notice explicative rédigée par l'ARS.

La population non desservie par le réseau public de la commune de Saint Julien de Peyrolas se limite à 2 abonnés (soit 4 personnes) que la commune ne prévoit pas de desservir dans l'avenir. En revanche, la commune dessert un abonné de la commune de Saint Paulet de Caisson et un abonné de celle de Salazac.

3. COMPOSITION ET EXAMEN DU DOSSIER D'ENQUETE :

Le dossier d'enquête a été réalisé par la mairie de Saint Julien de Peyrolas, maître d'ouvrage jusqu'au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, le 1^{er} janvier 2020.

Ce dossier concerne les deux enquêtes publiques, c'est-à-dire l'enquête préalable à la DUP et l'enquête parcellaire

Il dossier comporte les documents suivants paraphés par le commissaire enquêteur :

3.1. Pièces administratives :

- Arrêté préfectoral portant ouverture d'enquêtes publiques du 16/07/2020.
- Avis d'enquêtes publiques conjointes (déclaration d'utilité publique et parcellaire).
- Notice explicative de l'ARS du dossier d'enquêtes publiques.
- Décision de désignation du commissaire enquêteur en date du 11/03/2020 par le Président du Tribunal administratif de Nîmes.
- Délibération du conseil municipal n°2014/12/128 du 18/12/2014.
- Annonces officielles de l'avis d'enquête journal La Marseillaise.
- Annonces officielles de l'avis d'enquête journal Midi Libre.

3.2. Bordereau des pièces :

- Dossier de demande de D.U.P. au titre du Code de la santé publique (anteagroup 2016)

Ce dossier est composé des chapitres suivants :

- Fiche de synthèse.
- Présentation de la collectivité et de ses besoins en eau.
- Qualité de l'eau de la ressource utilisée.
- Risque de dégradation de la qualité de l'eau brute.
- Etude préalable.
- Etude Hydrogéologue.
- Choix des produits et procédés de traitement.
- Installations de production et de distribution de la commune de Saint Julien de Peyrolas.
- Eléments de surveillance à mettre en œuvre.
- Travaux à réaliser et estimation des coûts.

- Plans :

Ce dossier est composé de 37 plans. L'ensemble de ces plans permet d'acquérir une vision complète et précise du cadre de cette demande de déclaration de Déclaration d'Utilité Publique.

- Annexes :

- Annexe 1 : rapport préparatoire à l'avis de l'hydrogéologue agréé (Hydrosol 2010)

Les points suivants sont successivement développés :

- ✓ Objet du rapport.
- ✓ Le contexte général.
- ✓ Les installations de captage et distribution.
- ✓ Le service d'adduction d'eau potable.
- ✓ Les eaux de captage des Baumasses et de Fourcoussin.

- ✓ Vulnérabilité et risques de pollution.
- ✓ Facteurs de vulnérabilité et mesures de protection.
- ✓ Conclusions – Eléments de réflexion.
- Annexe 2a : rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique par le ministère chargé de la santé, 16/11/2010
- Annexe 2b : résultats complets de l'analyse du 10/08/2006
- Annexe 2c : résultats complets de l'analyse du 20/01/2010
- Annexe 3 : synthèse propriété foncière adduction et accès ouvrage de stockage
- Annexe 4 : état parcellaire
- Annexe 5 : délibération lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique
- Annexe 6 : délibération du Conseil Municipal pour le dépôt des dossiers
- Annexe 7 : Plan d'épandage de la cave vinicole Garidel
- Annexe 8 : Courrier de sollicitation du syndicat Ardèche Claire dans le cadre de l'élaboration du plan d'alerte et d'intervention sur l'Ardèche.

Ce dossier est accompagné d'une notice explicative, rédigée par l'Agence Régional de Santé Occitanie – Délégation Départementale du Gard datée du 10 mars 2020.

3.3. Notice explicative rédigée par l'Agence Régional de Santé Occitanie – Délégation Départementale du Gard datée du 10 mars 2020.

L'objet de cette notice est de présenter la procédure et les éléments nécessaires pour les enquêtes publiques en application des dispositions de l'article R.11-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et dd la circulaire ministérielle du 24/07/1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.

Pour l'information du public, ce document est essentiel. Il apporte des éléments de synthèse en utilisant régulièrement des renvois vers les pièces concernées du dossier.

La composition de ce dossier d'enquête publique est conforme à la réglementation (article R.123-8 du code de l'environnement). Bien que comportant des pièces déjà anciennes (2010 – 2016...), ce dossier est de nature à informer très correctement l'ensemble de la population. Il réunit toutes les pièces nécessaires à la compréhension des différents objets de ces enquêtes publiques conjointes. Ce dossier a été mis à la disposition du public sous forme papier et sous forme électronique pendant toute la durée de l'enquête, conformément aux dispositions de l'arrêté d'organisation. Il n'a cependant que très peu retenu l'attention du public.

4. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE.

4.1. Prise en compte et préparation de l'enquête publique

4.1.1. Désignations du commissaire enquêteur :

En vue de procéder à une enquête publique « relative aux travaux de prélèvement et d'instauration des périmètres de protection pour la mise en conformité des périmètres de protection du champ captant dit « des Baumasses » situé sur le territoire de la commune de Saint Julien de Peyrolas (Gard), l'ARS Occitanie (délégation départementale du Gard) a sollicité, par courrier adressé au Président du Tribunal administratif de Nîmes, enregistré le 11/03/2020, la désignation d'un commissaire enquêteur.

Par décision N° E20000018 / 30 du 11/03/2020, Monsieur Jean HODÈS a été désigné comme commissaire enquêteur titulaire par le Président du Tribunal administratif de Nîmes (*Pièce jointe n° 6*).

4.1.2. Décision d'ouvrir et d'organiser des enquêtes publiques conjointes :

Bien que ce terme ne soit pas cité dans l'arrêté de Monsieur le Préfet du Gard en date du 16/08/2020, l'avis d'enquête mentionne « Avis d'enquêtes publiques conjointes ». Les différents objets de ces enquêtes publiques conjointes sont, en revanche, cités dans l'article 1^{er} de l'arrêté mentionné ci-dessus :

- Enquête en vue de la déclaration d'utilité publique du champ captant d'eau destinée à la consommation humaine dit « des Baumasses » (« puits des Baumasses 1 » et « Forage des Baumasses 2 »),
- Enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- Enquête relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant ainsi que d'une servitude de passage des canalisations,
- Enquête publique portant sur l'approbation du schéma de distribution d'eau potable.

4.1.3. Prise en compte de l'enquête publique :

La décision de désignation du Tribunal administratif de Nîmes, datée du 11/03/2020, m'est parvenue par courrier postal au tout début de la période de confinement liée au Covid 19.

Dans le même temps, mon correspondant à l'ARS (M. VEAUTE) m'a adressé le dossier d'enquête par voie postale.

J'ai contacté très rapidement la mairie de Saint Julien de Peyrolas et l'ARS pour les informer que je n'étais pas en mesure de conduire l'enquête publique et que je reprendrais contact avec eux dès que les conditions sanitaires permettraient un déroulement « normal » d'une enquête publique, en particulier en matière de participation du public.

Au niveau national, les enquêtes publiques ont pu reprendre à partir du 31 mai 2020. Dans une lettre circulaire en date du 8 juin 2020, Monsieur le Préfet du Gard a précisé les modalités de reprise des enquêtes publiques dans le département.

Ce n'est qu'à partir de ce moment que j'ai repris contact téléphoniquement avec l'ARS et avec la mairie de Saint Julien de Peyrolas, pour convenir d'un rendez-vous.

Une nouvelle équipe municipale ayant été élue à Saint Julien de Peyrolas et la compétence AEP n'ayant été transférée à la Communauté d'Agglomération du Gard

Rhodanien qu'à compter du 01/01/2020, le dossier n'était naturellement pas totalement connu.

C'est pourquoi, la première réunion de concertation avec la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien (maître d'ouvrage) et avec la municipalité de Saint Julien de Peyrolas (lieu de déroulement de l'enquête) ne s'est tenue que le 24/06/2020.

A cette occasion, j'ai pu préciser les conditions de déroulement d'une enquête publique dans ce contexte particulier. Lors de cette rencontre, nous avons brossé le calendrier en retenant comme hypothèse de travail une enquête publique pouvant se dérouler du 17/08/2020 au 16/09/2020.

Entre le 24/06/2020 et le début de l'enquête publique, j'ai eu des échanges réguliers avec la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien (en particulier pour la mise en œuvre de l'enquête publique dématérialisée), avec la mairie de Saint Julien de Peyrolas, et avec mon correspondant à l'ARS.

L'arrêté et l'avis d'enquête (*Pièce jointe n° 7*) ont été rédigés en concertation entre le commissaire enquêteur et les différents intervenants (ARS Occitanie Délégation du Gard - Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien - Mairie de Saint Julien de Peyrolas).

4.1.4. Arrêté d'ouverture d'enquête :

Par arrêté du 16 juillet 2020, Monsieur le Préfet du Gard a prescrit l'ouverture des enquêtes publiques ("Enquêtes publiques conjointes" dans l'avis) du lundi 17 août 2020 au mercredi 16 septembre 2020, soit une durée totale de 31 jours consécutifs.

4.1.5. Visite des lieux :

Avant le début de l'enquête publique, le 4 août 2020, j'ai effectué une visite du champ captant des Baumasses, sous la conduite de Monsieur le Maire de Saint Julien de Peyrolas et accompagné d'un représentant de la Communauté d'Agglomération.

A cette occasion, j'ai notamment pris connaissance visuellement de l'accès à ce site et de sa spécificité, en particulier dans le domaine de sa proximité avec la rivière Ardèche.

A quelques jours de l'ouverture de l'enquête publique, j'ai également mis à profit cette visite pour contrôler l'affichage de l'avis d'enquête à proximité du site et dans la commune.

Ce même jour, j'ai paraphé les différents documents du dossier d'enquête mis à la disposition du public et visité l'endroit retenu pour mes permanences, en veillant plus particulièrement aux conditions de réception du public dans le contexte sanitaire de l'époque.

J'ai également pris connaissance des modalités pratiques de la mise en œuvre de la messagerie électronique.

4.1.6. Protocole sanitaire à l'occasion de l'enquête publique :

Les modalités de reprise des enquêtes publiques ont été fixées par Monsieur le Préfet du Gard dans son courrier du 8 juin 2020. Les différentes modalités retenues ont été rappelées dans l'arrêté et l'avis d'enquête.

Elles ont servi de base au protocole sanitaire établi entre le commissaire enquêteur et Monsieur le Maire de Saint Julien de Peyrolas lors de la réunion du 04 août 2020. Le lieu de réception du public étant situé dans l'enceinte de la mairie, les modalités retenues ne diffèrent pas de celles mises en œuvre dans l'ensemble du bâtiment.

La phase de préparation de l'enquête publique a permis de compléter l'information du commissaire enquêteur et de préparer au mieux la participation du public, conformément aux textes en vigueur et aux conditions sanitaires du moment.

4.2. Publicité et modalités de consultation du public.

4.2.1. Information du public pendant la phase d'élaboration du projet :

La question du commissaire enquêteur au sujet du niveau d'information du public sur le projet avant le début de l'enquête, posée dans sa synthèse des observations, n'a pas reçu de réponse de la part du maître d'ouvrage ou du maire de Saint Julien de Peyrolas.

L'inventaire des actions d'information entreprises par la mairie pendant la phase d'élaboration du projet aurait, éventuellement, permis d'expliquer le désintérêt de la population pour l'enquête publique.

4.2.2. Publicité dans la presse (*Pièce jointe n° 8*) :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique unique et ses modalités d'organisation a été publié par les soins de l'ARS Occitanie dans deux journaux régionaux habilités à publier les annonces légales :

- Premières insertions réglementaires :
 - dans le journal MIDI LIBRE édition du samedi 1er août 2020
 - dans le journal LA MARSEILLAISE édition du 31/07/2020 au 07/08/2020
- Secondes insertions réglementaires :
 - dans le journal MIDI LIBRE édition du samedi 22 août 2020
 - dans le journal LA MARSEILLAISE édition du 21/08/2020 au 27/08/2020.

Les publications de l'avis d'enquête dans la presse, effectuées conformément à la réglementation, n'appellent aucune remarque de la part du commissaire enquêteur.

4.2.3. Affichage de l'avis d'enquête publique unique :

A partir du 24/07 et jusqu'au 17/09/2020, l'avis d'enquête a été affiché au siège du service de l'eau et de l'assainissement de la CAGR, ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

A partir du 31/07/2020 et pendant toute la durée de l'enquête publique, soit jusqu'au 17/09/2020 inclus, l'affichage a été maintenu en place et entretenu sur le territoire de la commune de Saint Julien de Peyrolas (cf. certificat d'affichage du Maire en date du 17/09/2020 *Pièce jointe n° 9*).

Les règles d'affichage de l'avis d'enquête, prévues par les textes en vigueur pour les enquêtes de ce type, ont été respectées.

4.2.4 Mise à disposition du dossier d'enquête publique :

Avant même le début de l'enquête publique, le dossier d'enquête publique complet a été mis en ligne sous forme informatique sur plusieurs sites officiels (Préfecture du Gard – Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien).

A partir du 17/08/2020, premier jour de l'enquête publique, le dossier a été mis à la disposition du public à la mairie de SAINT JULIEN DE PEYROLAS, sous forme papier et sous forme informatique, pendant les heures d'ouverture de la mairie au public, ainsi que durant mes permanences, conformément à l'arrêté d'organisation de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public a pu prendre connaissance du dossier d'enquête auprès de plusieurs organismes, sous forme papier et sous forme dématérialisée, conformément aux textes en vigueur.

4.3. Déroulement et clôture de l'enquête.

4.3.1. Mise en œuvre de l'enquête publique dématérialisée :

Les dispositions de l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 et du décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 du code de l'environnement, relatives à la mise en œuvre de l'enquête publique dématérialisée, ont été appliquées durant cette enquête publique.

Il n'est pas possible d'évaluer le niveau de la consultation du dossier d'enquête sur les différents sites où le dossier a été mis en communication.

L'utilisation de l'adresse de messagerie électronique mise à la disposition du public pour faire part de ses observations a été inexistante, puisque qu'aucune observation n'a été formulée par ce moyen.

L'enquête publique dématérialisée a été mise en œuvre, afin de permettre au public de prendre connaissance du dossier d'enquête et d'exprimer ses observations. La messagerie électronique n'a pas été utilisée.

4.3.2. Permanences du commissaire enquêteur

La présence du commissaire enquêteur à la mairie de SAINT JULIEN DE PEYROLAS a été fixée par l'arrêté de Monsieur le Préfet du Gard en date du 16/08/2020 aux dates et heures suivantes :

- le lundi 17 août 2020 de 09h00 à 12h00,
- le mercredi 2 septembre 2020 de 09h00 à 12h00,
- le mercredi 16 septembre 2020 de 14h00 à 17h00.

Ces dispositions ont été respectées. Ces trois permanences n'ont donné lieu qu'à une seule visite.

4.3.3. Clôture de l'enquête.

A l'issue de la 3ème et dernière permanence, le mercredi 16 septembre 2020 à 17h00, la période de consultation du public étant terminée, les enquêtes publiques conjointes ont été déclarées closes. Les deux registres d'enquête et la boîte de messagerie électronique ont été fermés par le commissaire enquêteur.

Le dossier d'enquête mis à la disposition du public est joint à l'exemplaire du rapport remis à Monsieur le directeur de la Délégation Départementale du Gard de l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Les deux registres et le document annexé, sont joints, à la demande de l'ARS Occitanie Délégation Départementale du Gard, à l'exemplaire du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur adressés par voie postale à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

4.3.4. Déroulement de l'enquête

Les enquêtes publiques conjointes (préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire) ont pris fin le mercredi 16 septembre 2020, après une durée d'ouverture de 31 jours consécutifs.

Cette enquête a été marquée par une absence de participation du public tout au long de la période de consultation. Aucun incident n'est venu en perturber le déroulement.

Au cours de ces enquêtes conjointes, aucune observation orale n'a été formulée, aucune observation n'a été transmise par courrier postal ou par messagerie électronique. Seule, une observation a été inscrite dans le registre papier/ Enquête parcellaire.

Le dossier d'enquête mis à la disposition du public sous forme papier ou sous forme électronique, à la mairie pendant les heures d'ouverture au public ou en consultation lors des permanences, n'a suscité qu'une très faible curiosité de la part du public.

Par ailleurs, aucun indicateur ne permet de connaître le niveau de consultation de ce dossier sur les différents sites où il était en ligne (Préfecture du Gard – Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien – site de la commune de Saint Julien de Peyrolas).

A l'issue de ces enquêtes publiques conjointes, l'impression générale qui se dégage, notamment à l'occasion des trois permanences que j'ai assurées, permet de mettre en évidence l'absence de prise en compte du projet par la population.

Durant ses différentes phases (phases de préparation, d'organisation, de conduite et de clôture), ces enquêtes publiques conjointes se sont déroulées dans le respect des textes en vigueur et de l'arrêté d'organisation de M. le Préfet du Gard.
L'absence de participation du public peut être interprétée comme un consensus à l'égard d'un projet qui relève de l'intérêt général.

5. ANALYSE DES AVIS ET DES OBSERVATION – MEMOIRE EN REPONSE.

5.1. Avis des personnes et organismes consultés.

5.1.1. Conclusions de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département du Gard.

Sous réserve de l'observation de divers mesures énoncées, Monsieur Pierre BERRARD, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département du Gard, a rendu dans son rapport final en date du 16/11/2010, un avis sanitaire favorable à la création du captage dit « Forage des Baumasses 2 » et à la poursuite de l'exploitation du captage dit « Puits des Baumasses 1 », pour la desserte en eau destinée à la consommation humaine de la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS.

Cet avis favorable est assorti des réserves suivantes :

- ✓ La situation de ce champ captant en bordure de l'Ardèche avant sa confluence avec le Rhône fait craindre des inondations subites. Lors de toute crue importante et/ou pollution de la rivière Ardèche, il faudra être attentif aux incidences possibles sur la qualité des eaux exploitées. Un Plan d'Alerte et d'Intervention devra être établi pour organiser les actions de prévention.
- ✓ Le secteur se trouve moins propice à l'édification d'habitations que celui des terrasses et de coteaux voisins. Il conviendra cependant de respecter les prescriptions en matière de systèmes d'assainissement non-collectif à mettre aux normes ou à remplacer par des raccordements sur le réseau d'assainissement collectif communal. De même, les points d'eau devront être sécurisés, surtout s'ils ne sont plus utilisés.
- ✓ Des travaux de réalisation, puis de maintenance et d'entretien seront nécessaires au niveau des captages eux-mêmes, en particulier au droit des P.P.I. et de leur accès. Ces périmètres de protection seront à acquérir en pleine propriété, puis à clôturer. Le raccordement des ouvrages de captage sur le réseau public de desserte devra être assuré dans les meilleures conditions.

5.1.2. Le SDAGE Rhône Méditerranée et le SAGE du bassin versant de l'Ardèche.

Aucun avis de ces organismes n'apparaît dans le dossier d'enquête.

Dans sa notice explicative, le service instructeur (ARS) rappelle que la Commission Locale de l'Eau de ce SAGE devra être consultée dans le cadre de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique de ce captage public.

5.1.3. Conclusion du service instructeur (A.R.S.).

Monsieur Jean-Michel VEAUTE, Ingénieur d'études sanitaires de l'A.R.S, a rédigé une notice explicative du dossier d'enquêtes publiques (DUP et enquête parcellaire), en application de l'article R.11-3 du Code l'expropriation pour cause d'utilité publique et de la circulaire ministérielle du 24 juillet 1990 relative

à la mise en place de périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.

Cette notice, reprend et synthétise les éléments développés dans le dossier d'enquêtes publiques. Elle complète également ces informations par quelques précisions apportées par le service instructeur sur certains points significatifs du projet (traitement – distribution – quantité d'eau prélevée...).

En conclusions, le service instructeur précise :

« Le champ captant dit « des Baumasses », qui ne comprend à la date de rédaction de la notice (mars 2020) qu'un seul puits qui dessert en eau destinée à la consommation humaine la commune de Saint Julien de Peyrolas avec une eau en qualité satisfaisante et en qualité suffisante. Cette situation sera confortée par la réalisation d'un forage d'exploitation.

Les prescriptions de l'hydrogéologue, agréé en matière d'Hygiène Publique par le Ministère chargé de la Santé, devront être mises en œuvre dans leur intégralité.

Sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessus, le présent dossier peut faire l'objet d'Enquêtes Publiques. »

5.2. Bilan comptable et analyse des observations du public.

Calendrier	Visites permanence	Observations inscrites sur le registre papier	Observations orales ou transmises par voie postale	Observations formulées sur la messagerie numérique
Début enquête publique. Permanence du lundi 17/08/2020	1	1	0	0
Période entre permanences 1 et 2.	0	0	0	0
Permanence du mercredi 02/09/2020	0	0	0	0
Période entre permanences 2 et 3	0	0	0	0
Fin enquête publique. Permanence du mercredi 16/09/2020.	0	0	0	0
Totaux	1	1		

La répartition des observations du public entre les deux enquêtes publiques conjointes est la suivante :

- enquête en vue de la déclaration d'utilité publique : 0
- enquête parcellaire : 1

Il convient de noter que la seule observation formulée ne vise pas à remettre en question le projet, mais qu'elle traduit plutôt des inquiétudes pour l'avenir, dans le cadre d'un éventuel projet ultérieur

En effet, un seul propriétaire, M. VENANT, s'est présenté au commissaire enquêteur pour lui remettre son questionnaire complété (*Pièce jointe n°11*) et faire part de son observation :

« Je suis venu voir le commissaire enquêteur, au sujet du courrier que j'ai reçu, dans lequel il est mentionné un risque d'expropriation dans l'avenir ».

A l'occasion de notre rencontre, lors de la permanence du 17 septembre 2020, M. VENANT m'a précisé qu'il a vendu, sans difficulté, les parcelles 254 et 255 à la municipalité, pour permettre la réalisation du projet. Il est donc favorable à ce projet.

En revanche, le courrier que la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien lui a adressé 21 juillet 2020 a fait naître chez lui des inquiétudes.

Il est fait mention dans ce courrier « ...autour du champ captant « des Baumasses » une réglementation particulière pourrait être prescrite par des servitudes d'utilité publique qui affecteront ces parcelles ou se traduire par l'acquisition de tout ou partie de celle-ci ».

Il craint donc l'expropriation sur d'autres parcelles qui lui appartiennent encore.

5.3. **Procès-verbal de synthèse des observations (*Annexe I*).**

Conformément à l'article 9 de l'arrêté de Monsieur le Préfet du Gard en date 16/08/2020, j'ai établi un procès-verbal de synthèse des observations formulées par le public, afin de le communiquer à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ou à son représentant dans les huit jours qui suivent la fin de l'enquête.

Ce procès-verbal a été remis aux représentants de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien et à Monsieur le Maire à l'occasion d'une réunion de travail en mairie de SAINT JULIEN DE PEYROLAS le mardi 22 septembre 2020.

Ce document a également été adressé par voie électronique à l'A.R.S Occitanie - Délégation du Gard.

5.4. **Mémoire en réponse du maître d'ouvrage (*Annexe II*).**

Dans l'attente de la signature du document par son Président, la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien m'a adressé son projet de mémoire en réponse par voie électronique le 8 octobre 2020.

Ce document (de travail puisqu'il n'est pas signé par une autorité) apporte néanmoins des réponses claires et précises à la seule observation formulée pendant l'enquête, par M. VENANT. Il s'attache également à souligner la mise en œuvre de la procédure réglementaire et à constater l'absence de réponse des autres propriétaires concernés par l'enquête parcellaire.

De plus, suite à une question complémentaire posée par le commissaire enquêteur le 6 Octobre 2020 au sujet des parcelles situées à proximité du champ captant (accès et

servitudes), le maître d'ouvrage m'a adressé deux documents (un bilan des parcelles acquises par la commune ou grevées de servitudes de passage et un acte notarié). Ces documents, très précis, sont intégrés au mémoire en réponse, objet de l'annexe II. J'ai donc pris en compte ces éléments pour rédiger mes conclusions.

Le maître d'ouvrage, dans son mémoire en réponse précise qu'il appartient à la mairie de Saint Julien de Peyrolas d'apporter une réponse à la question du commissaire enquêteur concernant le niveau d'information du public sur le projet avant le début de l'enquête publique, puisque le transfert de compétence n'est intervenu que le 1^{er} janvier 2020.

La mairie de Saint Julien de Peyrolas n'a pas répondu à cette question. Cette absence de réponse n'affecte pas le déroulement des enquêtes, ni les conclusions qui sont formulées. La question posée concernait un complément d'information, qui aurait peut-être permis d'expliquer l'absence de participation du public.

Dans le contexte très particulier du transfert de compétence à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien le 1^{er} janvier 2020, il convient de constater que les délais réglementaires pour la rédaction et la transmission de ces documents, procès-verbal de synthèse et projet de mémoire en réponse, ont néanmoins été respectés. Le contenu du mémoire en réponse du maître d'ouvrage est précis et argumenté. Il atteste de sa volonté de prendre en considération les réactions du public vis-à-vis de ce projet.

Les conclusions et les avis motivés du commissaire enquêteur font l'objet d'un document séparé, le titre II.

Le 14 octobre 2020.

Le commissaire enquêteur

Jean Hodès.

